

RFA

ADOLF KIMMEL

LES ÉLECTIONS AU BUNDESTAG ET LA CRISE DE LA SPD (1)

I / Les élections au Bundestag du 25 janvier 1987

Voici le résultat de ces élections (% des Zweitstimmen, « deuxièmes voix », qui déterminent selon la proportionnelle la distribution des mandats parlementaires ; sans tenir compte de Berlin-Ouest) :

	1987		1983
	Voix	Sièges	
CDU/CSU	44,3	223	48,8
SPD	37,0	186	38,2
FDP	9,1	46	6,9
Verts	8,3	42	5,6
Divers	1,3		0,5
dont NPD	0,6		0,2
Participation électorale	84,4		89,1

Si le résultat global, à savoir la confirmation de la majorité gouvernementale CDU/CSU et FDP, était généralement attendu, certains autres aspects sont d'autant plus surprenants : la participation électorale est la

(1) La documentation de cet article est tirée de la presse allemande, notamment la *Frankfurter Allgemeine*, *Die Zeit*, *Der Spiegel*. Les analyses des élections, faites par Infas (Bad Godesberg), Forschungsgruppe Wahlen (Mannheim), Konrad Adenauer Stiftung (Bonn), Forschungsgruppe Wahlen de l'Université de Fribourg y sont également publiées. On a eu également recours aux articles de Rainer-Olaf Schultze et d'Ursula Feist/Hubert Krieger, in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 21 mars 1987.

plus faible depuis les premières élections en 1949 ; le score de la CDU/CSU est le plus bas depuis la même date. La SPD n'arrive pas à améliorer son résultat décevant de 1983 et elle retombe même à son niveau de 1961. Par conséquent les deux grands partis ne totalisent plus que le plus faible pourcentage de voix depuis 1953. Le Parti libéral réalise, en tant qu'allié de la CDU/CSU, un très bon résultat. Les Verts font les progrès les plus spectaculaires et, loin de disparaître de la scène politique, comme on pouvait s'y attendre à un certain moment, ils se révèlent comme une force durable de la vie politique de la République fédérale. Comment expliquer ces résultats ? Quelles en sont les conséquences pour la vie politique allemande ?

1 / Plusieurs facteurs peuvent expliquer le taux de participation, toujours assez élevé en comparaison avec d'autres pays mais très faible dans l'histoire électorale de la RFA. Le fait que, par suite de la dissolution anticipée du Bundestag en décembre 1986, la campagne électorale, fort morne d'ailleurs, et les élections ont eu lieu, pour la première fois, en plein hiver, a sans doute joué un certain rôle, mais plutôt modeste. Deux autres facteurs étaient plus importants : pour la très grande majorité des électeurs tout était joué d'avance, puisque plus des trois quarts s'attendaient, en décembre 1986, à une victoire de la coalition « bourgeoise ». Certains électeurs peu motivés ont donc préféré faire du ski... A côté de cette abstention par manque d'intérêt il y a l'abstention pour cause de mécontentement. La participation particulièrement faible dans certaines régions rurales indique que ce sont surtout les paysans qui ne se sont pas tellement mobilisés pour leur parti préféré, la CDU/CSU, à cause de sa politique agricole. La faible participation a nui particulièrement à la CDU/CSU et à la SPD, ce qui confirme que l'identification avec ces deux partis attrape-tout (*Volkspartei*) s'affaiblit sensiblement. Le vote flottant devient plus important.

Ce serait sans doute une exagération que de parler d'une crise de légitimité de la démocratie de Bonn, mais l'abstention électorale inhabituelle témoigne d'une attitude plus sceptique à l'égard des partis « établis » (pour recourir à une notion polémique chère aux nouveaux mouvements sociaux). Quelques affaires récentes (Flick, Neue Heimat...), mais aussi l'impuissance à résoudre des problèmes urgents (chômage, écologie...) paraissent être à l'origine de cette désaffection.

2 / La plus grande surprise est le résultat de la CDU/CSU qui inflige un démenti cruel aux pronostics des sondages (47 % en décembre !). Pourtant les circonstances paraissaient particulièrement favorables à la CDU/CSU. La conjoncture économique s'était sensiblement améliorée et, malgré un chômage persistant, les espoirs pour l'avenir étaient redevenus nettement optimistes. La CDU/CSU essayait de mettre à son crédit cette réussite économique et ce climat optimiste (« L'avenir au lieu d'une coalition rouge/vert ! ») et les élections régionales de l'année 1986 (Basse-Saxe, Bavière, Hambourg) avaient apporté des résultats reconfortants. Elles avaient surtout démontré que la SPD n'était plus une alternative crédible

et convaincante. Et Helmut Kohl avait administré la preuve (en 1976 et en 1983) qu'il était en tout cas une excellente locomotive électorale. Pourquoi donc ce résultat décevant ? On a déjà mentionné les pertes par l'absence : la victoire paraissait acquise et le mécontentement paysan « punissait » le parti du chancelier et du ministre de l'agriculture. Mais, selon Infas, il y a aussi des « transfuges » vers d'autres partis : à peu près 800 000 à la FDP et 400 000 à la SPD (et un nombre assez modeste aux Verts). Qui a quitté la CDU/CSU et pourquoi ? L'analyse géographique (bons résultats de la SPD dans la Ruhr) et les enquêtes par sondages concordent : une bonne partie des ouvriers qui avaient abandonné la SPD en 1983 ont regagné leur « vieille maison ».

Intention de vote par catégories sociales (en %)

	Ouvriers			Employés et fonctionnaires			Selbständige (paysans commerçants professions libérales)		
	1976	1983	1987	1976	1983	1987	1976	1983	1987
CDU/CSU	37	41	33	48	47	47	81	77	70
SPD	60	55	59	43	43	37	13	15	16
FDP	2	1	2	10	4	6	6	4	8
Divers (Verts)	1	3	6	0	6	10	0	5	6

(Sondage : Infas, cité dans *Feist/Krieger*, p. 38.)

Après avoir choisi la CDU/CSU parce qu'ils avaient espéré une relance de l'économie les ouvriers se sont de nouveau détournés, déçus des résultats (chômage !) et d'une politique jugée trop peu sociale. L'étude de *Feist/Krieger* permet de nuancer ce jugement global : parmi les travailleurs ayant des emplois sûrs la CDU/CSU réussit beaucoup mieux que parmi ceux qui sont ou se sentent menacés par le chômage.

Les transferts plus importants à la FDP concernent surtout la bourgeoisie « éclairée », aisée et moyenne, dans les grands centres urbains. Ils sont dus à deux facteurs liés : une partie des sympathisants de la CDU/CSU ne voulait pas de la majorité absolue pour leur parti, devenue possible après les élections de Hambourg en novembre 1986. Surtout, la présence libérale au gouvernement paraissait nécessaire pour des raisons de politique extérieure. En effet, la politique de détente que continuait de pratiquer Hans Dietrich Genscher, déjà ministre dans le gouvernement de Helmut Schmidt, ne fut pas seulement observée avec méfiance par l'aile droite de la CDU, mais ouvertement critiquée par Franz Josef Strauß

et la CSU. Ainsi la crainte d'une fin de la détente et, en général, d'une politique parfois déconcertante naissait avec la perspective du turbulent « taureau bavarois » comme ministre des affaires étrangères dans un gouvernement « monocolore » chrétien-démocrate. Et cette perspective inquiétait d'autant plus que le chancelier ne paraissait ni pouvoir, ni peut-être vouloir, être le garant de la continuité et de la modération. Sa fameuse comparaison entre Gorbatschev et Goebbels comme son affirmation qu'il y aurait des KZ (2) en RDA ne pouvaient guère servir comme preuves en sens contraire.

La personnalité du chancelier peut être considérée comme un autre facteur de la contre-performance de la CDU/CSU. Ses maladresses et son manque d'envergure intellectuelle ont fait douter de ses capacités d'homme d'Etat. Sa popularité était toujours à un niveau assez bas et il était le premier chancelier à ne pas disposer pendant la campagne électorale d'un bonus tiré de sa fonction.

3 / Les libéraux obtiennent leur bon résultat largement pour les raisons mêmes qui sont responsables du piètre résultat de la CDU/CSU. Il faut revenir à la politique étrangère qui a joué, comme plusieurs fois déjà lors d'élections précédentes, un rôle décisif. Après les attaques de Strauß la cote de la FDP montait sensiblement et Genscher occupait la première place dans le hit-parade des hommes politiques ce qui ne lui était jamais arrivé. Après avoir obtenu un très bon résultat en tant qu'allié de la CDU/CSU, confirmé en Hesse (le 5 avril) où il accède également au gouvernement, les débats internes très vifs en 1982-1983 sur l'opportunité du « tournant » (de la SPD vers la CDU) se sont tus et la FDP tout entière accepte maintenant la coalition « bourgeoise » sans réticences.

4 / Après les succès lors des élections en Sarre et surtout en Rhénanie du Nord-Westphalie, au printemps 1985 (voir la chronique précédente, n° 35, p. 167 à 173), la SPD croyait qu'elle pourrait renouveler ces exploits aux élections au Bundestag. Par conséquent, son candidat à la chancellerie, Johannes Rau, grand vainqueur en Rhénanie du Nord-Westphalie, entamait sa campagne en proclamant comme but ambitieux la majorité absolue dont la SPD ne s'était jamais approchée (meilleur résultat, et de loin, en 1972 ! 45,8 %). Il est vrai qu'il pouvait ainsi éviter de se prononcer en faveur d'une coalition éventuelle avec les Verts, coalition dont il ne voulait pas entendre parler. Mais déjà après les élections en Basse-Saxe, le 15 juin 1986, il était évident que ce but était tout à fait utopique. Après les lourdes défaites en Bavière (le 12 octobre) et à Hambourg (le 9 novembre) — dans les deux cas, le plus mauvais résultat pour la SPD depuis 1946 ! — il n'était plus question de poursuivre le même but. Mais puisqu'il était d'autre part impossible de changer brusquement de cap et de chercher un accord avec les Verts, l'objectif plus modeste devenait maintenant d'empêcher une majorité absolue en faveur de la CDU/CSU. Si la FDP peut se contenter d'un

(2) Camps de concentration.

tel objectif purement négatif, il a eu un effet démobilisateur pour la SPD. En plus, puisque personne ne croyait plus à sa victoire ce n'était plus la peine, pour certains sympathisants des Verts, de « voter » utile » comme en 1980. Ainsi la SPD perdait de ce côté plus (environ 600 000 voix) qu'il n'en gagnait de l'autre, c'est-à-dire de la CDU. On reviendra sur ce dilemme politico-stratégique.

5 / Le très bon résultat des Verts était loin d'être acquis depuis longtemps. Les élections régionales de 1985 en Sarre et en Rhénanie du Nord-Westphalie s'étaient soldées pour eux par des échecs cuisants. En Basse-Saxe, leurs gains étaient des plus modestes (+ 0,6 %), et cela quelques semaines seulement après Tchernobyl ! Les élections en Bavière (pour la première fois ils franchissaient la barre des 5 %) et à Hambourg (10,4 %) marquaient la fin de la stagnation et l'amorce d'une remontée en force. La campagne de Johannes Rau, jugée trop à droite par cette frange de l'électorat qui se situe entre la SPD et les Verts, comme la fin de tout espoir de la SPD de pouvoir gagner les élections ont favorisé cette évolution aussi bien qu'une sensibilité accrue pour les problèmes écologiques après la pollution du Rhin (Sandoz).

L'électorat vert est toujours très jeune (mais s'étend maintenant jusqu'aux 35 ans), il a un niveau d'instruction assez élevé et il vit dans les grands centres urbains ou dans les villes universitaires moyennes. C'est là que les Verts font des progrès spectaculaires aux dépens de la SPD :

	Verts	SPD		Verts	SPD
Hambourg	11,0	— 6,2	Fribourg	21,0	— 5,9
Munich	13,4	— 7,9	Göttingen	17,2	— 4,1
Franfort	13,9	— 6,1	Tübingen	15,1	— 2,0
Stuttgart	12,7	— 5,8	Heidelberg	14,9	— 3,8
Cologne	11,2	— 2,4	Darmstadt	14,9	— 6,1

(Encore faut-il tenir compte que, parfois — comme à Tübingen — quelques villages des environs sont incorporés dans ces résultats.)

6 / Le doublement du pourcentage des « divers » est passé largement inaperçu. Parmi ces petits partis le grand vainqueur est la NPD, Parti d'extrême-droite. Bien sûr ses 0,6 % ne sont en aucune façon inquiétants, mais ce score lui permet de participer, avec 1,4 million de Deutsche Mark, aux subventions d'Etat. Cette aide inespérée peut encourager le parti mais aucune percée comparable à celle du Front national n'est à craindre. Un autre événement parmi les petits a même une dimension « historique » : pour la première fois le Parti communiste (DKP) renonce volontairement — de 1957 à 1969 tout Parti communiste était interdit — à participer aux élections au Bundestag. La DKP avait recommandé à ses électeurs peu nombreux (en 1983 : 0,2 %) de voter pour les Verts ou pour ... la SPD !

II / *La crise de la SPD* (3)

Les élections du 25 janvier ont confirmé la crise profonde et persistante de la SPD. Il s'agit d'une crise d'identité qui a abouti, avec l'émergence des Verts, à un débat sur la place de la SPD dans le système de partis, sur le problème des alliances.

La SPD accédait au pouvoir, à la fin des années 60, dans un contexte qui lui était favorable : à l'exception de la frange des catholiques pratiquants elle possédait pratiquement le monopole de la représentation politique de la classe ouvrière. D'autre part, elle attirait, après son ouverture programmatique de Bad Godesberg (1959), une partie importante de la bourgeoisie libérale et avancée. Aucun autre Parti de gauche n'étant disponible — la DKP minuscule et dogmatique ne comptait pas — la SPD était aussi le parti des jeunes, notamment des étudiants. Finalement ce parti renouvelé trouvait dans le Parti libéral l'allié nécessaire pour former le gouvernement.

Même avant la percée des Verts, au début des années 80, la SPD était secouée par une crise profonde. Malgré une fidélité somme toute remarquable une partie de son électorat ouvrier commençait à regarder « ailleurs » ; la coalition interne du parti commençait à se disloquer et la SPD perdait son allié libéral. Pourquoi ? La crise économique et une tension nouvelle entre l'Est et l'Ouest et la réponse que la SPD essayait de donner à ses nouveaux problèmes provoquaient des difficultés qui ne pouvaient plus être maîtrisées. Puisqu'un gouvernement dominé par « le Parti des ouvriers » se montrait incapable de surmonter la crise économique et notamment de trouver un remède efficace contre le chômage croissant, une partie de son électorat ouvrier, essentiellement la partie non syndiquée, commençait à voir dans la CDU/CSU une alternative possible (voir les élections de 1983) mais pas encore une solution de rechange définitive (récupération par la SPD en 1987). Les intérêts économiques divergents de la clientèle hétérogène de la SPD, mais surtout entre la SPD et la FDP pouvaient être surmontés (ou plutôt rester cachés) pendant un boom avec des taux de croissance très forts. En temps de crise ces contradictions entre une orientation égalitaire, qui tendait vers plus de Welfare State, d'une part, et une orientation libérale, qui n'admettait qu'une petite « dose sociale » à des solutions de marché, d'autre part, paraissaient au grand jour. L'éclatement de la coalition sociale-libérale devenait inévitable. Cet éclatement et l'abandon de la SPD par une partie de ses partisans, surtout bourgeois, furent de surcroît favorisés par l'évolution internationale. Tandis que dans la SPD le vieux rêve pacifiste redevenait vivant, nourri par la politique du président Reagan, la FDP et les « nouveaux sociaux-démocrates » qui étaient venus à cause du ralliement de la SPD, en 1960, à l'OTAN continuaient de considérer la politique soviétique comme une menace (Afghanistan, ss 20) et plaidaient

(3) Voir une série d'articles d'intellectuels et d'hommes politiques de la SPD dans *Die Zeit*, février à avril 1987.

pour un renforcement militaire de l'alliance et de la RFA (l'affaire des Pershing). Une autre partie de la clientèle de la SPD, les jeunes, n'était plus prête à accepter la politique prudente de Helmut Schmidt ; ils se tournaient vers le mouvement pacifiste et, finalement, les Verts. Ce nouveau parti, fondé sur le plan fédéral en janvier 1980, exerçait une attraction assez forte sur les nouvelles couches urbaines et jeunes. Un scepticisme grandissant à l'égard de l'évolution technologique et notamment de l'énergie nucléaire, sinon à l'égard de la société industrielle tout court, et une crise des valeurs traditionnelles les éloignaient de la SPD.

La SPD se trouve dans un dilemme et devant un choix difficile. Faut-il s'ouvrir à ces nouveaux courants et essayer de trouver un terrain d'entente avec ce parti déconcertant qui les exprime ? C'est ce que recommande l'aile gauche autour d'Oskar Lafontaine. Mais il paraît qu'en l'état actuel des Verts cela n'est guère possible. Les fondements de la démocratie et de l'Etat de droit (principe majoritaire, monopole légitime du pouvoir de l'Etat), expression de Max Weber *Legitimes Gewalt-monopol des Staates*, sont intangibles pour la SPD mais font problème pour une partie au moins des Verts. Le retrait pur et simple de l'OTAN est une exigence des Verts que ne partage même pas le courant Lafontaine. Abandonner tout de suite et complètement l'énergie nucléaire est difficilement concevable pour un parti qui accepte la société industrielle — même si elle la veut renouveler par l'écologie — et dont l'idéal était toujours le progrès économique et technique comme condition préalable du progrès social. Une telle attitude — peu réaliste d'ailleurs — provoquerait en plus des conflits avec les syndicats et approfondirait ainsi la crise d'identité du parti.

L'autre choix est celui de Johannes Rau et de la base syndicale de la SPD. Ils veulent maintenir et même renforcer la SPD comme « un parti de rassemblement, ouvert et progressiste, proche des citoyens et qui colle aux réalités ». Par une politique résolue de justice sociale elle devrait étendre son influence parmi les travailleurs aux dépens de la CDU/CSU (4) ; par « une politique compétente de l'écologie » et par la défense et le développement de l'Etat de droit, elle espère regagner une partie importante de l'électorat vert. De cette façon, elle pourrait rétablir en son sein l'alliance entre la classe ouvrière et une partie de la bourgeoisie avancée ; elle pourrait se renforcer et franchir de nouveau la barre des 40 % ; et, enfin, retrouver la FDP comme allié. La décision de choisir Hans Jochen Vogel pour la succession de Willy Brandt à la présidence du parti comme le choix d'Anke Fuchs comme futur *Bundesgeschäftsführerin* (sorte de secrétaire général)

(4) Les résultats des élections du 25 janvier dans la région de la Ruhr sont encourageants : pertes au-dessus de la moyenne pour la CDU, gains pour la SPD, résultats modestes pour les Verts. Ainsi dans les villes industrielles Essen, Dortmund, Duisburg, Bochum, Gelsenkirchen, Wuppertal et Oberhausen (toutes dans la Ruhr) la SPD a gagné 0,9 % en moyenne, la moyenne des Verts est de 7,1 %. Dans les 10 villes universitaires et avec un secteur tertiaire très développé, mais avec peu d'industries traditionnelles (p. 163), la SPD perd en moyenne 5 % ; la moyenne des Verts est de 14,5 % !

paraît indiquer que la direction de la SPD préfère cette dernière orientation. Mais la réalisation incertaine de ce concept exigera en tout cas du temps, et d'ici là il faut, par exemple à l'occasion des élections régionales, trouver une réponse au problème épineux des alliances avec d'autres partis.

III / *Le nouveau système de partis*

Ce problème se pose d'une façon nouvelle après la mutation du système de partis. Son évolution était caractérisée par une concentration toujours plus accusée. A côté des deux grands qui attireraient aux élections entre 1969 et 1983 neuf électeurs sur dix, seul le Parti libéral FDP réussissait à se maintenir, parfois difficilement. Les Verts ont été, en 1983, le premier parti nouveau à ne pas échouer devant la barre fatidique de 5 %. Sans doute la présence de la SPD au gouvernement et sa politique modérée ont facilité leur succès. La FDP s'étant liée à partir de 1982, à Bonn comme dans les *Länder*, fermement à la CDU/CSU, le système de partis est devenu « un quadrille bipolaire » : d'un côté les partis « bourgeois », de l'autre la SPD et les Verts. Le camp « bourgeois » est nettement plus fort et plus cohérent. Là où il n'est pas majoritaire, c'est l'instabilité, à cause des relations difficiles entre la SPD et les Verts (situation à Hambourg et jusqu'au 7 avril en Hesse).

Dans un système de quatre partis et avec la représentation proportionnelle il est hautement improbable qu'un seul parti obtienne la majorité absolue au Bundestag et il paraît exclu que ce soit la SPD. Aussi longtemps que la bipolarisation continue et que les Verts se situent au-dessus des 5 %, la SPD n'arrivera guère à gagner de nouveau la FDP comme allié. D'abord, un nouveau « tournant » risque d'être mortel pour les libéraux ; ensuite les divergences politiques entre les deux partis sont devenues trop profondes et, finalement, les Verts bloquant de 6 % à 8 % des voix, une telle coalition SPD/FDP pourrait peut-être obtenir la majorité dans l'un ou l'autre *Land*, comme à Hambourg après les élections du 17 mai, mais pas au niveau fédéral ; elle n'est donc pas intéressante pour la FDP. La SPD courrait aussi des risques : une telle coalition l'obligerait à faire une politique modérée et ferait par conséquent probablement grandir encore les Verts. Si l'on met à part la possibilité toute hypothétique d'une « grande coalition » (CDU/CSU et SPD) il ne reste que les Verts comme allié pour la SPD. On a déjà mentionné les obstacles considérables qui rendent actuellement une telle coalition irréalisable. La SPD paraît plus divisée que jamais : 47 % se prononce pour une coalition avec la FDP, 37 % pour une coalition avec les Verts et 13 % pour la grande coalition (*Der Spiegel* du 27 avril 1987). Surtout cette coalition rouge/verte ne paraît guère être capable de devenir majoritaire car la SPD risque dans ce cas des pertes au profit de la CDU. La seule coalition de ce type vient de subir, en Hesse, une défaite, courte mais significative, car elle a eu lieu dans une place forte de la SPD, gouvernée par elle sans interruption depuis quarante ans. Ainsi aucune perspective majoritaire et gouvernementale ne se présente actuellement à la SPD.

Une telle perspective semble pourtant indispensable à un parti de cette importance et de cette nature s'il ne veut pas décourager ses adhérents. La SPD vient d'entamer une traversée de désert qui peut bien durer, selon la prédiction sombre de Herbert Wehner en 1983, douze ans ou plus...

IV / Une République « noire » ?

Cette situation d'une « majorité sans alternance » a fait naître la crainte d'« une République noire » (*Der Spiegel* du 13 avril). Même s'il s'agit d'une exagération il est vrai que la très forte prédominance d'une même alliance partout risque d'affaiblir sensiblement le système des *checks and balances* de la démocratie de Bonn.

L'espoir de la SPD de pouvoir gagner la majorité au Bundesrat, la représentation des *Länder* à Bonn, et de contraindre ainsi le gouvernement à tenir compte de ses propositions (5) a volé en éclats après les élections en Hesse. Les partis de la coalition disposent maintenant d'une confortable majorité au Bundesrat.

Le contrepoids du fédéralisme va probablement perdre de son efficacité. La SPD n'est plus au gouvernement qu'en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Sarre ainsi que dans les deux villes de Hambourg et de Brême. Bien sûr les *Länder* ont des intérêts spécifiques mais les conflits entre le gouvernement fédéral et les *Länder*, un élément important de la nouvelle séparation des pouvoirs, seront quand même édulcorés par cette conformité politique. En plus ce sont les régions dans lesquelles se posent ces graves problèmes de modernisation et de restructuration des industries traditionnelles (sidérurgie, charbon, chantiers navals) qui sont gouvernées par la SPD, tandis que l'Allemagne prospère est entre les mains des partis « bourgeois », notamment la CDU/CSU (Bavière, Bade-Wurtemberg, Hesse).

Autre aspect de ce déséquilibre : les gouvernements des *Länder* sont d'excellents « centres de formation » pour les ministres du gouvernement fédéral. Par exemple, Willy Brandt et Helmut Schmidt comme Kurt Georg Kiesinger et Helmut Kohl y ont assumé des responsabilités exécutives avant celles exercées à Bonn. Les possibilités sont devenues assez réduites pour la SPD. En plus les grandes villes — en dehors de celles de la Ruhr — ne sont plus des domaines sûrs pour elle. Cela risque de rendre encore plus difficile un retour au pouvoir à Bonn.

La Cour constitutionnelle reste évidemment une institution indépendante et politiquement neutre. Mais là encore... Le prochain président sera un ancien ministre CDU de Bade-Wurtemberg et lors d'un prochain renouvellement important les considérations politiques, toujours présentes, donneront encore plus d'influence à la CDU/CSU. La télévision est également une institution indépendante du gouvernement mais les partis politiques

(5) Une telle situation a existé, mais en sens inverse, pendant la coalition sociale-libérale entre 1969 et 1982.

y exercent une influence de plus en plus sensible et souvent déplorée et dénoncée. Sans doute celle de la CDU/CSU se fera sentir plus nettement encore (6).

Une restriction à « la République noire », à « l'Etat CDU/CSU » reste efficace : le Parti libéral reste indispensable comme allié au gouvernement fédéral comme à Berlin-Ouest, en Basse-Saxe et en Hesse en Rhénanie Palatinat. L'obligation de former une coalition empêche la CDU/CSU d'imposer toute seule sa loi, la contraint à des compromis modérateurs. Mais même s'il s'agit d'une coalition ce n'est bon ni pour elle-même ni pour la démocratie si elle a la quasi-certitude de rester longtemps au pouvoir si elle ne fait pas de bêtises...

(6) On peut déjà voir un signe dans le conflit qui oppose « l'intendant », c'est-à-dire le responsable, le président du Südwestfunk à Stuttgart (un ancien collaborateur de M. Kohl...), au journaliste Franz Alt, chrétien-démocrate mais farouchement antinucléaire et pacifiste. (Il est l'auteur du best-seller *Frieden ist möglich*, très influent dans la jeunesse.)